



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2664
23 août 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Fausse baisse du chômage, vraie hausse des fortunes

Prendre sur les profits pour maintenir les emplois !



G7

**Festival
international
du mensonge**

page 3

Migrants

**Politique criminelle
de l'Union
européenne**

page 7

Hôpitaux

**Les Urgences
toujours
en lutte**

page 10

LEUR SOCIÉTÉ

G7 : festival international du mensonge 3

La France et les soldats d'Afrique: le temps maudit des colonies 3

Macron-Poutine: un chien mouillé n'en sèche pas un autre 3

Chômage: l'art de bidonner les statistiques 4

Étudiants étrangers: une discrimination inadmissible 4

Rentrée scolaire: toujours plus chère 4

Lorient : non à l'extradition! 4

Pénuries de médicaments: la santé malade du profit 5

Diabète: Medtronic se sucre 5

Police des frontières: arrestations arbitraires 5

Lille: mobilisation contre une expulsion 5

Pollution de l'Aude: le poison dans la vallée 12

Cité Air-Bel - Marseille: punaises de lit et incurie des autorités 12

DANS LE MONDE

Hongkong: la contestation ne faiblit pas 6

Soudan: l'armée reste au pouvoir 6

Migrants en méditerranée: politique meurtrière des gouvernements européens 7

Argentine: défaite du président Macri dans les élections primaires 7

Allemagne: Deliveroo, licenciements express 7

ENTREPRISES

Airbus - Toulouse: les actionnaires se gavent 9

WN - ex-Whirlpool - Amiens: nouveau plan de licenciements 9

Neuhauser - Folschwiller: victoire morale pour les travailleurs 9

CHU - Pointe-à-Pitre: la grève et la mobilisation populaire se poursuivent 10

Hôpital Bel-Air - Thionville: manifestation du personnel 10

Hôpital de La Timone à Marseille: les Urgences rejoignent la lutte 10

Chèques postaux - Orléans La Source: incendie et catastrophe annoncée 11

Casino: toujours plus... pour les profits 11

II Y A 50 ANS

Irlande du Nord, août 1969: le soulèvement du Bogside à Derry 8

LUTTE OUVRIÈRE

Les militants à votre rencontre 12

Fausse baisse du chômage, augmentation de la précarité... et de l'enrichissement des capitalistes!

Après la publication la semaine dernière des chiffres du chômage faisant état d'une baisse de 0,2% par rapport au début de l'année, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, s'est répandue dans tous les médias: « *On est au taux de chômage le plus bas depuis dix ans. Nos réformes portent leurs fruits.* »

Que cette ministre, ex-DRH de Danone, affiche une telle satisfaction pour un résultat pour le moins dérisoire, cela souligne à quel point elle appartient au monde du grand patronat et des riches.

Le nombre de chômeurs officiellement recensés diminue peut-être, mais le chômage pèse plus que jamais sur la vie des travailleurs. Au mois de juillet, il ne s'est pas passé une semaine sans que soit annoncé un nouveau plan de suppressions d'emplois, chez Tati, Carrefour, General Electric Belfort... Dans ces entreprises, et dans bien d'autres qui n'ont pas fait les grands titres des médias, des milliers de travailleurs sont menacés de licenciement dans les semaines qui viennent. Plusieurs millions de femmes et d'hommes sont toujours privés d'un véritable emploi, contraints de vivre dans l'insécurité permanente en enchaînant les missions d'intérim, les CDD, les petits boulots de toute sorte, sans pour autant gagner de quoi vivre correctement.

Le gouvernement parle de la lutte contre le chômage, mais il n'a aucunement l'intention de faire quoi que ce soit pour mettre un coup d'arrêt aux suppressions d'emplois. Au contraire, dans la continuité de leurs prédécesseurs, Macron et ses ministres se sont attachés à permettre au patronat de licencier plus facilement et à moindres frais.

L'État lui-même supprime des emplois dans les services publics, dans l'éducation... Dans les Ehpad et les hôpitaux, en raison du manque de personnel, la situation est de plus en plus catastrophique. Le nombre de services d'urgence en grève pour revendiquer des moyens supplémentaires continue d'augmenter.

Faute de vouloir agir sur le chômage, le gouvernement s'attaque aux chômeurs. Pressions et tracasseries administratives ont été multipliées. D'après Pôle emploi, 45 000 personnes ont été radiées des listes du chômage en juillet dernier,

soit une augmentation de 12,8% par rapport au trimestre précédent.

La «réforme» de l'assurance chômage imposée cet été aura pour conséquence de diminuer, voire de supprimer les indemnités de ceux qui connaissent les situations les plus précaires. Au travers de ces mesures, il s'agit non seulement d'économiser des centaines de millions sur le dos des chômeurs, mais aussi de les obliger à accepter des emplois toujours plus mal payés.

Comme ceux de ces cyclistes livreurs de repas de Deliveroo, dont plusieurs centaines sont mobilisés depuis plus d'une semaine contre la baisse de leurs rémunérations. Tous autoentrepreneurs, ils sont privés de couverture sociale et totalement dépendants de cette plateforme, qui fixe ses tarifs et peut les changer à son gré. Victimes elles aussi de la rapacité patronale, les femmes de chambre de l'hôtel Ibis Clichy-Batignolles à Paris sont en grève depuis un mois pour dénoncer leurs conditions de travail et leurs salaires, imposés par la société sous-traitante à laquelle a recours le groupe Accor, géant de l'hôtellerie et de la restauration.

Avec la complicité des gouvernements qui se sont succédé ces dernières années, la classe capitaliste a aggravé l'exploitation, supprimé et précarisé massivement les emplois, afin de s'assurer des augmentations faramineuses de profits dans un contexte de marasme des affaires et de saturation des marchés. Ce sont les licenciements et les bas salaires imposés aux travailleurs qui ont permis l'enrichissement d'une minorité de milliardaires: Arnault, PDG de LVMH et actionnaire de Carrefour, Bettencourt-Meyers, héritière de L'Oréal, Mulliez, propriétaire des enseignes Auchan, Decathlon...

L'ensemble de la société paie de plus en plus chèrement l'avidité de la classe capitaliste qui domine l'économie. Les travailleurs, qui représentent ceux qui font vivre et tourner toute la société, constituent la seule force capable de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et de réorganiser l'économie sur des bases collectives.

Il sera alors possible d'utiliser les richesses et les progrès techniques, en garantissant à chacun un travail et des conditions de vie dignes des moyens dont on dispose au 21^e siècle.



G7 : festival international du mensonge

Le programme officiel la réunion du G7, à Biarritz du 24 au 26 août, est la lutte contre les inégalités. Les auteurs, c'est-à-dire les services de communication de l'Élysée, précisent même la liste des inégalités les plus criantes, selon eux : entre les hommes et les femmes, devant l'accès aux soins et à l'éducation, devant le risque écologique et les menaces de guerre, et enfin devant les dérives de l'économie numérique et de l'intelligence artificielle. Rien que ça !

Ainsi ces gens, les chefs des États les plus puissants du monde, qui organisent chez eux la guerre sociale contre les travailleurs, parlent de lutter contre l'inégalité. Leurs avions bombardent et rasant des régions entières, de l'Irak à la Libye, et ils parlent de paix. Leurs industriels polluent les terres et les océans, et ils parlent d'écologie. Leurs géants du numérique et leurs polices espionnent le moindre de nos gestes, et ils parlent d'éthique. Leur monde est fondé sur l'exploitation du travail, et ils parlent de justice.

Le G7 réunit les pays qui représentaient, lors de sa création en 1974, 70 % de la richesse mondiale : les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne,

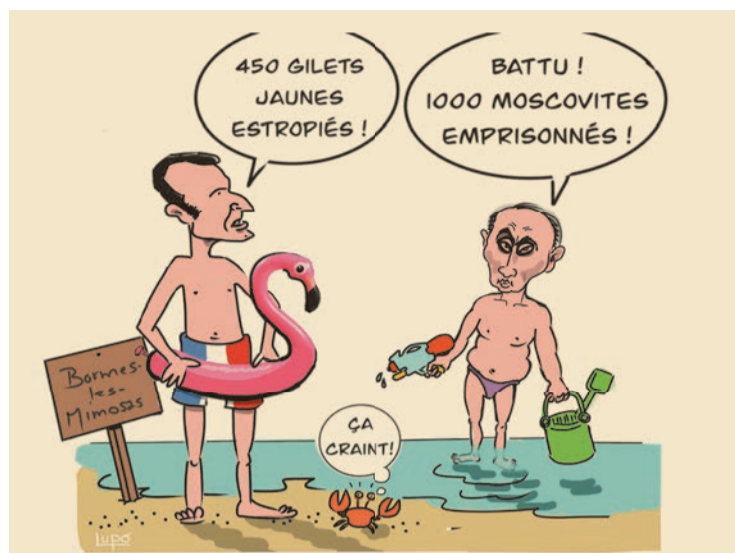
l'Allemagne, le Japon, l'Italie et le Canada. Ces sept-là, les pays impérialistes, patries des trusts géants et des banques internationales qui exploitent la planète, ont des intérêts communs face au reste du monde. Les dirigeants des sept se sont donc revus annuellement depuis, intégrant un temps la Russie après l'explosion de l'URSS et conviant désormais un représentant de l'Union européenne.

Leur intérêt commun consiste en la pérennité, la continuité et, si possible, la stabilité de leur ordre social. Mais ils sont évidemment confrontés d'une part à la concurrence de leurs groupes capitalistes entre eux, chacun aidé par son État, et d'autre part à la stagnation, voire à la récession

de l'économie mondiale, qui exacerbe encore la lutte de tous contre tous. Dans ces conditions, le G7 est une réunion de brigands où chacun défend sa part de butin. Les rodomontades de Trump et ses menaces de guerre commerciale, par exemple, sont peu appréciées des six autres, qui y voient une entrave aux affaires de leurs propres capitalistes.

Bien loin de la lutte contre les inégalités, les véritables discussions entre représentants des puissants de ce monde, s'il y en a, auront lieu loin des oreilles du public. Il n'en sortira, comme à l'accoutumée, que des aménagements temporaires entre barons voleurs, dont les conséquences inévitables seront de creuser encore les inégalités. Ces gens sont bien incapables, quand bien même ils le voudraient, d'organiser leur propre économie et de protéger l'humanité des crises engendrées par la course au profit. Les quatre décennies de G7 annuel et leur absence complète de résultats sont là pour le prouver.

Paul Galois



Macron-Poutine : un chien mouillé n'en sèche pas un autre

Le président français a reçu son homologue russe au fort de Brégançon, devant les caméras de leurs pays respectifs.

Poutine, exclu du G7 qui devait se réunir quelques jours plus tard, pour cause d'ingérence trop manifeste en Ukraine, pourra prétendre y avoir quand même dit son mot, par Macron interposé. Ce dernier pourra, lui, s'afficher en diplomate facilitant les discussions entre grandes puissances. Les deux espèrent en ressortir grands auprès de leur opinion publique.

Après quelques piques, qui sur la répression des gilets jaunes, qui sur celle des manifestants moscovites, Macron et Poutine ont abordé les questions de politique étrangère. Les désaccords, très feutrés dans cette ambiance estivale, porteront sur les zones de tension : Ukraine, Iran, Syrie, et jusqu'aux limites de la stratosphère, avec la guerre des étoiles. Et

de conclure avec un bel ensemble sur la nécessité de résoudre les questions par la voie diplomatique.

Derrière les sourires convenus et les discours creux, il y a les représentants de deux États qui défendent leurs intérêts par la force des armes. Les exactions russes en Ukraine et en Syrie, soulignées par les médias français, n'ont rien à envier à celles perpétrées par la France au Moyen-Orient et en Afrique, même si celles-ci sont qualifiées de démocratiques.

Les deux présidents voulaient chanter en duo et se sont donc absous l'un l'autre, au moins par omission. Mais leur petite opération de relations publiques ne peut faire oublier leurs sales opérations militaires, diplomatiques et commerciales.

P. G.



18 août 1944 : tirailleurs sénégalais sur la plage de Cavalaire dans le Var.

La France et les soldats d'Afrique : le temps maudit des colonies

Judi 15 août, Emmanuel Macron a salué « la part d'Afrique » qui constitue la France, et plus précisément la part « du sang versé » par les soldats issus des colonies françaises d'Afrique au moment du débarquement de Provence le 15 août 1944.

Les 250 000 soldats de la 1^{ère} Armée qui a débarqué en Provence étaient pour beaucoup des Algériens, des Marocains, des Tunisiens, mais aussi des Sénégalais, des Ivoiriens, des Guinéens, des Malgaches, engagés car poussés par la faim, et bien plus souvent encore enrôlés

de force.

Au moment du débarquement, ces hommes étaient en première ligne. Mais, dès la remontée du Rhône, l'armée fut blanchie et les soldats africains laissés à l'arrière pour faire place à de nouvelles recrues et à des maquisards FFI.

Il s'agissait d'accréditer l'idée que la France s'était libérée seule. Ce mythe était propagé par toutes les forces politiques, du PCF aux gaullistes, pour légitimer l'appareil d'État dans son rôle de défenseur de l'ordre social. Il était aussi urgent de se débarrasser de ces soldats coloniaux qui avaient manié les armes et qui pensaient pour beaucoup que l'État leur était redevable. Les rapatriements commencèrent. Le 1^{er} décembre 1944, des

soldats africains, renvoyés au Sénégal au camp de Thiaroye, se révoltaient pour le paiement de leur solde. Au moins 70 d'entre eux furent tués.

À cette époque, loin de reconnaître le « sang versé », le gouvernement répondait par des massacres aux revendications des populations colonisées. Ce fut le cas en Algérie, à Sétif en 1945, comme à Madagascar et au Cameroun à partir de 1947.

Aujourd'hui, Macron

parle d'une « gratitude impérissable » due aux soldats d'alors. Cela ne lui coûte pas cher et lui permet de faire reluire son aurole humaniste quelque peu ternie. Oublier ces centaines de milliers de sacrifiés, ou se faire une gloire de les avoir transformés de force en chair à canon, voilà à quoi se réduit ce chapitre de l'histoire républicaine.

Cécile Seyrig

Chômage : l'art de bidonner les statistiques

Le gouvernement s'est congratulé d'une baisse, pourtant dérisoire, de 0,2%, du chômage au second trimestre 2019, alors que l'économie ne cesse de ralentir. Mais, à vrai dire, le décompte officiel du nombre de chômeurs est davantage destiné à masquer la réalité qu'à l'éclairer.

Et suivant les organismes, Insee ou Pôle emploi, on trouve, pour la même catégorie de chômeurs, des écarts... d'un million.

Pôle emploi répertorie les chômeurs en cinq catégories, de A à E. Le chiffre total d'inscrits à Pôle emploi, toutes catégories confondues, y compris territoires d'outre-mer, est actuellement de 6,55 millions.

Les statistiques répertorient en catégories D et E les demandeurs d'emploi en

formation, en maladie, ou en contrat aidé.

Les catégories A, B, C représentent les personnes tenues de rechercher un emploi et regroupent actuellement 5,8 millions de personnes. Mais comme les catégories B et C regroupent des chômeurs ayant eu une activité réduite, seule la catégorie A, les chômeurs sans aucune activité, est prise en compte pour mesurer le chômage officiel. Cela représente 3,6 millions de personnes, du moins selon Pôle

emploi.

Car, pour l'Insee, de nombreux demandeurs d'emploi classés en catégorie A par Pôle emploi ne sont pas considérés comme chômeurs. L'écart entre les deux courbes était de 350 000 en 2013, il est aujourd'hui de plus d'un million.

Ainsi l'enquête Insee refuse de retenir comme chômeurs, par exemple, des seniors qui, à l'approche de la retraite, ont des difficultés à trouver un emploi et dont « la motivation peut décliner ».

D'autre part, bon nombre de chômeurs, en particulier des jeunes, ne sont même pas inscrits à Pôle emploi et ne sont recensés par aucun



organisme. Le mensuel *Alternatives économiques* relève que la prétendue baisse du chômage n'est pas du tout une amélioration de la situation de l'emploi. En fait, « la part de ceux en âge de travailler qui sont totalement sortis du marché du travail (ils n'ont pas d'emploi et n'en cherchent pas) a augmenté cette année ».

La réalité, vécue par chaque famille ouvrière de ce pays, est que le cancer du chômage ne cesse de

progresser, alimenté par les suppressions d'emplois et les licenciements dans les entreprises publiques et privées.

Priver d'emploi des millions de travailleurs est une atteinte à leurs ressources, à leur dignité, et représente un gâchis pour l'ensemble de la société.

Il faut imposer à la classe capitaliste la répartition du travail entre tous, sans baisse de salaire, en prenant sur les profits.

Christian Bernac

Étudiants étrangers : une discrimination inadmissible

Au printemps dernier, le gouvernement a publié les décrets décuplant les frais d'inscription des étudiants étrangers non-européens. Ils passent de 170 à 2 770 euros en licence, et de 243 à 3 770 euros en master.

Sont en particulier visés les étudiants modestes des anciennes colonies françaises d'Afrique et d'Asie. La France y a imposé pendant des décennies l'usage du français par la politique de la canonniers et l'école des missionnaires. Mais, si les politiciens se glorifient de la grandeur de la francophonie, vestige de cet empire colonial, ils dénie aux enfants des peuples des ex-colonies de poursuivre leurs études dans l'ancienne métropole.

À ces frais prohibitifs s'ajoute le fait que les étudiants étrangers ont rarement accès aux logements universitaires, réservés prioritairement aux boursiers. Or pour être boursier

du Crous, il faut être titulaire de la nationalité française. Enfin s'ajoutent les obstacles administratifs liés à l'obtention et au renouvellement des visas, à l'accès aux soins ou à l'ouverture d'un compte en banque. Ainsi, un étudiant étranger sur trois n'a pas de couverture complémentaire santé.

Macron a eu le culot de rendre hommage aux troupes coloniales françaises lors de l'anniversaire du débarquement en Provence de 1944. Il a demandé aux maires « d'entretenir la mémoire de ces hommes ». Lui se charge de barrer l'entrée du pays et des universités à leurs arrière-petits-enfants.

Christian Bernac

Lorient : non à l'extradition !

Accusé de dévastation et saccage contre des biens lors du sommet du G8, à Gênes en 2001, et d'avoir participé à une manifestation antifasciste émaillée de violences et non autorisée à Milan en 2006, Vincenzo Vecchi a été arrêté dans le Morbihan, à Rochefort-en-Terre, où il avait trouvé refuge. Cela s'est passé le 8 août, alors qu'il se rendait à son travail.

Condamné à douze ans et six mois de prison en Italie, en 2012, il est désormais en attente de la décision du tribunal de Rennes, qui statuera le 23 août sur la demande d'extradition émise par l'Italie.

Depuis l'arrestation, des comités locaux de soutien se sont créés. À Lorient, un rassemblement était organisé lundi 19 août. Le comité de soutien pour Vincenzo

de Lorient demande sa libération immédiate et sa non-extradition de France. C'est le ministre italien d'extrême droite Salvini qui a relancé les poursuites, dans le cadre d'un mandat d'arrêt européen, à l'encontre de ce militant.

Un rassemblement est prévu à Rennes devant le tribunal le 23 août.

Correspondant LO



ANTOINETTE SOUBIGOU OUEST FRANCE

Mardi 20 août, trois millions de familles populaires ont reçu l'allocation de rentrée scolaire (ARS). Elle n'est revalorisée que de 0,3%, bien en dessous de la hausse du coût de la vie.

Dans le primaire et le secondaire, le coût de la scolarité pèse de plus en plus dans le budget des familles populaires. Une étude démontre que le coût de toute une année scolaire peut

aller de 842 à 1 128 euros pour les classes de primaire et de 1 436 à 1 542 euros pour les classes de collège et de lycée. Pour le primaire, il faut ajouter le désengagement de l'État dans le budget des communes. Pour compenser, les enseignants sont contraints de solliciter les parents pour acheter des ramettes de papier, des cahiers et autres fournitures pour la classe.

Les dépenses scolaires peuvent représenter plus de 37% du budget de certaines familles pour le mois de septembre, et même l'engloutir complètement lorsqu'il s'agit de parents au smic ayant plusieurs enfants en section professionnelle, où les dépenses peuvent être encore plus importantes.

Pour le supérieur, une enquête publiée le 16 août par le syndicat étudiant UNEF montre des coûts en hausse. Pour l'année 2019-2020, le coût de la vie étudiante augmentera en moyenne 2,83%, deux fois plus que l'inflation officielle. Le loyer représente à lui seul 69% du budget étudiant, conséquence de la flambée des prix de l'immobilier. Il faut encore ajouter le transport et la restauration, en augmentation de 1,54% dans les restaurants et de 8,17% dans les cafétérias universitaires. L'étude du syndicat UNEF révèle aussi que les femmes sont les plus impactées par la précarité et la pauvreté en milieu étudiant.

La prétendue gratuité de l'école républicaine est une fable. Et ce n'est pas ce gouvernement, occupé à distribuer les milliards pour aider les capitalistes, qui va y remédier.

Christian Chavaux

Pénuries de médicaments : la santé malade du profit

Selon l'Agence nationale de sécurité du médicament, 868 signalements de tensions ou de ruptures d'approvisionnement de médicaments ont été notés en 2018. « C'est vingt fois plus qu'en 2008 », soulignent des médecins dans une tribune publiée par le *Journal du Dimanche*.

Il ne se passe effectivement pas un jour sans que soit annoncé le manque de médicaments contre le cancer, d'antibiotiques,

de corticoïdes, de traitements de l'hypertension, des maladies cardiaques ou autres. Les rédacteurs de la tribune en rendent



responsables, à juste titre, les laboratoires pharmaceutiques, qui se débarassent de la production de médicaments jugés par eux peu rentables, quand bien même ils seraient vitaux pour une partie de la population.

La production de médicaments, comme de tout produit, est le fait de groupes capitalistes qui l'organisent en fonction de leurs seuls intérêts. Pour diminuer le plus possible les coûts, ils limitent les stocks et peuvent faire produire un médicament destiné au monde entier par une seule usine. Tant pis si, parfois, la machine se grippe et que le médicament n'est plus disponible. D'autant que la pénurie ainsi créée leur permet d'en augmenter le prix, et souvent de façon astronomique. Ils peuvent d'ailleurs décider d'arrêter purement et simplement la production d'un médicament qui ne leur rapporte pas assez, quitte à mettre en danger la vie des malades qui en dépendent.

Face à la multiplication des pénuries, les gouvernements ont prévu des

plans de gestion des pénuries (PGP), que les laboratoires seraient censés mettre en œuvre. Mais, comme le soulignent les signataires de la tribune, « ces plans visent à gérer les pénuries, et non à les prévenir ». Et surtout, comment les laboratoires pourraient-ils lutter contre des pénuries qu'ils organisent eux-mêmes ?

Les laboratoires ont répondu à la tribune des médecins, par la voix du directeur général de l'organisation professionnelle des entreprises du médicament (Leem) : « Il n'y a pas de solution unique et simpliste. »

La seule solution de bon sens serait, pour les travailleurs, d'exproprier les laboratoires capitalistes et de produire les médicaments à prix coûtant, sous le contrôle de la population.

Jacques Le Gall

Diabète : Medtronic se sucre

L'entreprise Medtronic, multinationale américaine géante de la technologie médicale, vient d'annoncer pour 2020 l'arrêt de la production des pompes à insuline implantées dans l'abdomen, dont elle détient le brevet.

La plupart des diabétiques utilisent des stylos à insuline ou des pompes à insuline externes, pour s'injecter l'insuline que leur pancréas ne fabrique plus. Mais d'autres, très peu nombreux, ont besoin

d'une pompe implantée car, chez eux, l'administration d'insuline à travers la peau (stylo ou pompe externe) se fait de façon trop variable. Ils sont aujourd'hui 400 diabétiques dans le monde, dont 250 en France, qui utilisent la pompe Medtronic. Elle seule leur permet de mener une vie normale, en équilibrant leur taux de sucre et en limitant des complications et des hospitalisations fréquentes. Ces malades, dont les pompes

actuelles ont une durée de vie de six à huit ans, sont donc extrêmement inquiets.

Mais ce n'est pas le cas de Medtronic, qui ne s'inquiète que pour ses profits. Cette pompe a beau être vendue à 35 000 euros, avec 400 patients, le marché est trop petit pour assurer une rentabilité jugée suffisante pour cette entreprise au chiffre d'affaires de 23 milliards de dollars.

Frédéric Gesrol

Police des frontières : arrestations arbitraires

Trois touristes d'Amérique du Sud, deux Colombiennes et une Vénézuélienne, ont été arrêtées fin juillet à l'aéroport de Roissy, puis détenues à Paris et à Oissel dans la banlieue rouennaise.

Elles étaient en transit en France, l'une pour la Suisse où elle allait voir son fils hospitalisé, les deux autres pour Madrid, mais la Police des frontières les a arrêtées, car l'une n'avait pas

d'attestation d'hébergement pour la Suisse et les deux autres pas assez d'argent sur elles, selon la police, et pas de réservation dans un hôtel de Roissy dans l'attente de leur correspondance.

Devant leur refus de rentrer dans leurs pays, la Police des frontières les a placées en détention, où elles sont restées 12 jours, bien que la justice ait jugé les mesures policières disproportionnées. Mais la préfecture de Seine-Saint-Denis a fait appel de cette décision de justice. Les trois touristes n'ont été finalement libérées qu'après une seconde décision de justice. Elles font aujourd'hui l'objet d'une procédure d'éloignement du territoire français et ne peuvent poursuivre leur voyage.

« Nous avons été traitées comme des criminelles », dénonce l'une d'elle. C'est le moins qu'on puisse dire de cette affaire honteuse, dans laquelle la préfecture de Seine-Saint-Denis, qui a fait preuve d'un zèle à la limite de l'acharnement, est aujourd'hui aux abonnés absents.

Cédric Duval

Lille : mobilisation contre une expulsion

Mohammed Lakel, militant connu et reconnu du comité des sans-papiers 59, a été expulsé lundi 19 août vers l'Algérie, malgré les nombreuses manifestations et marques de soutien.

Mohammed Lakel est en France depuis 2012. C'est un militant actif du comité des sans-papiers 59, qui depuis vingt ans manifeste tous les mercredis dans le centre-ville de Lille pour réclamer la régularisation de tous les sans-papiers. Toutes ses demandes de régularisation ont été rejetées.

Il était menacé d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français) depuis le mois de février, mais son dossier à la Codrese (commission départementale de réexamen des situations des étrangers) devait être étudié début septembre.

Il est manifeste que la préfecture ne voulait pas lui en laisser le temps, au vu des circonstances de son arrestation, le 6 août, alors qu'il sortait de chez lui. De plus, aux deux audiences, celle de Lille et celle de Douai, pour s'assurer de l'issue et de l'expulsion, la préfecture avait

dépêché une avocate spécialisée. Il est clair que l'État a décidé de faire un exemple en s'attaquant à un militant engagé dans un comité très actif sur Lille.

Pour protester contre cette arrestation et l'obligation de quitter le territoire, le milieu syndical, associatif et politique de Lille s'est mobilisé. Plusieurs manifestations et rassemblements ont eu lieu, malgré les vacances d'été, notamment samedi 17 août où il y a eu une marche de Lille à Lesquin (où se trouve le centre de rétention) avec plus de 200 personnes. Lundi 19 août, alors qu'il était expulsé de force depuis Orly, un rassemblement a eu lieu sur la Grand-Place de Lille.

La mobilisation continue pour faire revenir Mohammed en France, là où il a construit sa vie et où il a une promesse d'embauche.

Correspondant LO



Hongkong : la contestation ne faiblit pas

Après plus de deux mois de mobilisation, une nouvelle manifestation, dimanche 18 août, a rassemblé 1,7 million de personnes à Hongkong. Les opposants à la politique de Carrie Lam, la cheffe de l'exécutif local, ne désarment pas malgré les menaces de répression.

La révolte a été déclenchée par le rejet d'un projet de loi permettant l'extradition vers des pays tiers de personnes résidents à Hongkong, cette région administrative spéciale de 7,4 millions d'habitants, rétrocédée à la Chine en 1997. Le projet ayant été suspendu dès le 15 juin, les contestataires exigent désormais l'instauration du suffrage universel pour élire le gouvernement local. Le fer de lance de la contestation est la petite bourgeoisie hongkongaise, en particulier la jeunesse étudiante, qui défend sa liberté et plus généralement son mode de vie, qu'elle estime menacés par le régime chinois.

Hongkong, ex-colonie britannique installée dans une baie chinoise, est une place commerciale et financière majeure. Le secteur financier emploie plus de 250 000 personnes. Elle est l'une des principales portes d'entrée en Chine et en Asie, pour le capital occidental. À l'inverse, elle est un sas vers le marché mondial, pour les capitaux chinois. Les banquiers, les courtiers en assurance ou les magnats de l'immobilier dirigent ce territoire, havre pour les milliardaires et les riches touristes, y compris chinois. Mais Hongkong ne peut pas vivre sans des millions de travailleurs, des plus

qualifiés, dans la finance ou l'informatique, aux plus exploités, dans la restauration, le commerce ou la construction. Le salaire de ces millions de Hongkongais est trop faible pour leur permettre de se loger dignement, dans un territoire où le prix du mètre carré a été multiplié par 400 en quinze ans. Plusieurs centaines de milliers de retraités ou de jeunes célibataires pauvres sont contraints de dormir dans des appartements-cercueils, où sont entassés des dizaines de lits superposés.

Même si la contestation actuelle porte sur des droits démocratiques, ces inégalités sociales, exacerbées par la crise économique mondiale, en constituent la toile de fond. La crainte d'une contagion, non seulement aux classes populaires de Hongkong mais surtout à l'ensemble des travailleurs chinois, confrontés à des fermetures d'usines et à un recul économique, est le cauchemar de Xi Jinping et des dirigeants chinois. Ces derniers tentent d'intimider les manifestants par divers moyens. Après avoir fait donner les gros bras des gangs des Triades, les lacrymogènes de la police, organisé des contre-manifestations bien peu spontanées, ils ont massé des troupes et des chars à Shenzhen, ville frontalière



Hong Kong, le 18 août.

de Hongkong, laissant entendre qu'ils pourraient réprimer cette révolte comme celle de la place Tiananmen en 1989.

Si cette menace est bien réelle, les dirigeants chinois préféreraient ne pas avoir à la mettre à exécution. Ils tiennent à maintenir un régime spécial pour Hongkong, avec son droit des affaires hérité de la période britannique, sa monnaie locale adossée au dollar américain, et son régime fiscal particulier. De leur côté, les dirigeants américains ou britanniques font mine d'afficher de la sympathie pour les contestataires; ceux de

l'Union européenne ont réclamé « un dialogue large et inclusif (...) pour désamorcer la crise ». Mais les crises politiques, qui alimentent l'incertitude, ne sont pas bonnes pour les affaires. Les actions de la banque britannique HSBC, dont le siège était à Hongkong jusqu'en 1993, ont perdu 13 % en un mois, les ventes d'assurances ont chuté de 10 à 20 % depuis le début du mouvement. Comme l'écrivait le journal *Les Échos* à propos des banquiers français installés à Hongkong : « Soutenir leur cause prodémocratie de manière trop visible risquerait de les mettre en porte-à-faux

vis-à-vis de Pékin; interdire à leurs employés de manifester risquerait (...) de s'aliéner une partie de leur personnel local. »

Qu'ils soient chinois ou occidentaux, les capitalistes et leurs représentants politiques voudraient que cette mobilisation s'arrête au plus vite. Outre la défense de leurs affaires ordinaires, ils craignent que l'étincelle de la contestation ne mette le feu aux barils de poudre qui se sont accumulés à travers l'exploitation de millions de travailleurs dans cette région du monde, et en particulier en Chine.

Xavier Lachau

Soudan : l'armée reste au pouvoir

Samedi 17 août, l'Alliance pour la liberté et le changement, au nom de l'opposition civile, et les généraux du Conseil militaire de transition ont signé à Khartoum une déclaration constitutionnelle censée organiser la transition politique pour les trois prochaines années.

Cette déclaration prévoit la mise en place d'un conseil de souveraineté composé de cinq militaires et six civils. Cet organe, destiné à chapeauter la transition, devait confirmer la nomination du futur Premier ministre choisi

par l'opposition, Abdallah Hamdok, économiste ayant travaillé pour l'ONU. Celui-ci devra former un gouvernement dont les postes clés de la Défense et de l'Intérieur sont d'ores et déjà réservés à des militaires.

Autant dire que les centaines de milliers de personnes qui ont manifesté depuis des mois pour que l'armée quitte complètement le pouvoir, ou encore les opposants qui ont survécu à la traque des militaires et des miliciens lâchés le 3 juin dans les rues de la capitale, peuvent se sentir trahis. C'est d'ailleurs ce qu'ont exprimé certains partis ayant formé la coalition civile contre l'armée. Ainsi, pour le Parti communiste soudanais, « le futur gouvernement ne pourra répondre ni aux aspirations ni aux buts de la révolution ».

En réalité, cette transition négociée au sommet vise à assurer la perpétuation du pouvoir des militaires et de

la minorité qui s'est enrichie sous la dictature d'al-Béchr. Les militaires garderont la main sur le gouvernement, en plus de leurs multiples troupes de répression, qu'ils peuvent utiliser contre la population à tout moment. Ils garderont le contrôle sur les biens de l'ancien parti au pouvoir, qu'ils se sont appropriés, estimés à 28 milliards d'euros sous forme d'immeubles et de comptes en banque, et sur le puissant service de renseignement soudanais, le NISS, qui avait, sous al-Béchr, la mainmise sur des pans entiers de l'économie.

Si des politiciens sont prêts à brader les sacrifices consentis par les manifestants soudanais en échange de quelques miettes laissées par les militaires, rien n'assure que les exploités, les jeunes ou les femmes qui ont commencé à se révolter s'en satisferont.

X.L.



Manifestation à Khartoum, le 30 juin.

Migrants en Méditerranée : politique meurtrière des gouvernements européens

Le 20 août, la justice italienne a finalement imposé le débarquement des 107 migrants retenus pendant 19 jours sur l'*Open Arms* devant l'île italienne de Lampedusa. Un autre bateau affrété par une ONG, l'*Ocean Viking*, est, lui, toujours bloqué en mer. Prévu pour 200 personnes, il en accueille 356, et leurs conditions de survie sont de plus en plus précaires.

Le ministre de l'Intérieur d'extrême droite, Matteo Salvini, avait signé un décret interdisant à l'*Open Arms* l'accès aux eaux territoriales italiennes. Malgré une première décision de la justice italienne cassant ce décret, Salvini avait maintenu l'interdiction. L'*Open Arms* avait pu débarquer 27 mineurs isolés, mais plus de 100 personnes restaient bloquées à bord, disposant de deux lavabos et 180 m² abrités. La situation devenait hors de contrôle, des migrants

désespérés se jetaient à l'eau pour rejoindre l'île à la nage.

Pourtant, la condition qu'avait fixée Salvini (un accord de répartition des migrants entre les différents pays européens) avait finalement été satisfaite. Mais ce démagogue utilise la question des migrants comme un marchepied pour accéder au pouvoir. L'affaire de l'*Open Arms* n'est pour lui qu'une occasion de se livrer cyniquement à une nouvelle surenchère.

Les autres gouvernements

européens sont tout autant responsables que celui de l'Italie. L'Espagne a commencé par refuser que l'*Open Arms* accoste sur ses côtes et a rejeté une demande d'asile pour 31 migrants mineurs. Elle a finalement accepté d'ouvrir un port. « Nous ne pouvons pas aller dans un port espagnol parce que nous sommes dans un état d'urgence humanitaire extrême. Il est impensable de naviguer six jours, le temps qu'il nous faudrait pour arriver à Algésiras », a déclaré

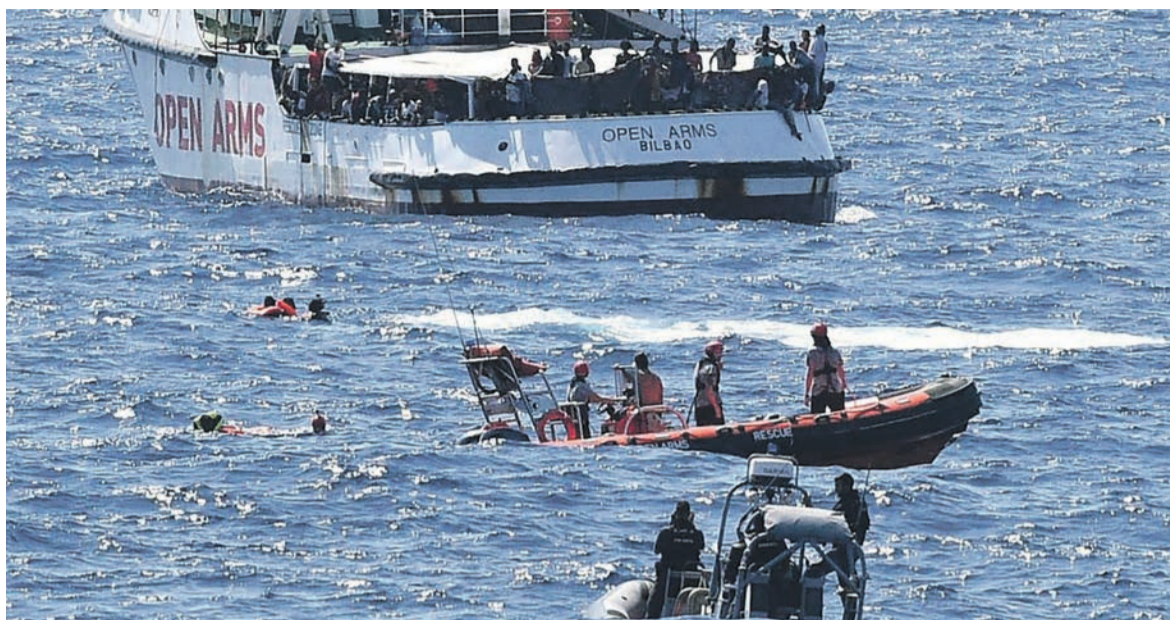
la porte-parole du navire. La France acceptait certes d'accueillir 40 migrants de l'*Open Arms*, mais elle tergiversait pour ceux de l'*Ocean Viking* et elle interdisait toujours l'accès à ses ports.

Les navires des ONG sont les seuls à l'heure actuelle à venir en aide aux migrants, qui risquent la noyade en Méditerranée. 2 262 sont morts ainsi en 2018, d'après l'ONU. L'Union européenne a cessé les opérations de secours et se contente de signaler la présence des embarcations de

migrants aux gardes-côtes libyennes, qui les ramènent vers des camps où ils sont torturés et réduits en esclavage. En même temps qu'elle imposait le débarquement des passagers de l'*Open Arms*, la justice italienne plaçait le bateau sous séquestre. Un seul navire d'ONG poursuit désormais ses patrouilles.

Loin d'être le modèle social et culturel qu'elle prétend être, l'Union européenne offre un visage de plus en plus inhumain.

Camille Lulle



Le 18 août, des migrants désespérés sautent de l'*Open Arms*.

Argentine : défaite du président Macri dans les élections primaires

Les élections primaires argentines du 11 août sont devenues une répétition générale des élections réelles, dont le premier tour aura lieu le 27 octobre.

La campagne électorale a été polarisée par les deux principaux partis de la bourgeoisie : la droite de Macri, et l'opposition péroniste menée par l'ex-chef de gouvernement Alberto Fernandez et sa colistière, l'ex-présidente Cristina Fernandez de Kirchner.

Les élections ont été marquées par une nette défaite du président de droite, Mauricio Macri. Avec 47 % de suffrages, les péronistes l'emportent avec 15 points d'avance, et parfois 17 dans des régions très peuplées. La défaite était attendue, mais pas d'une telle ampleur.

Macri paie d'avoir renoué

avec la finance internationale, ce qui a ramené la baisse du cours du peso, l'hyperinflation, la hausse des prix et des plans d'austérité imposés aux classes populaires. Personne n'a oublié le krach de 2001 et l'explosion de la pauvreté qui l'avait accompagné. Or, depuis des mois et des mois, les classes populaires voient les prix s'envoler tandis que salaires et pensions perdent de leur pouvoir d'achat.

La défaite de Macri a fait chuter la Bourse. Et, rien que dans la semaine qui a suivi l'élection, selon des chiffres officiels, le pouvoir d'achat des salaires a baissé de 15 %

du fait de la baisse de la valeur du peso. Les industriels de l'alimentation l'ont immédiatement répercutée sur leurs factures. La dévaluation stimule aussi les profits des exportateurs de soja et ceux des banquiers jouant sur les cours de change. Les perdants sont les classes populaires; les gagnants, le patronat et la bourgeoisie.

Si les électeurs des classes populaires se sont servis de leur bulletin de vote pour dire tout le mal qu'ils pensaient de la politique d'austérité, ils ne doivent pas se faire d'illusions sur le retour des péronistes. Dans leurs dernières déclarations, il n'est question ni d'emploi ni d'augmentation des salaires et pensions, mais de la façon dont ils vont s'entendre avec le FMI.

Les travailleurs combattifs qui appelaient à manifester contre l'austérité le 22 août ont compris que la lutte dans les usines et dans la rue est le seul terrain où la population peut se défendre efficacement contre ses ennemis, le patronat et les politiciens à son service, macristes ou péronistes.

Jacques Fontenoy

Allemagne : Deliveroo, licenciements express

La plateforme Internet de livraison de repas Deliveroo a quitté l'Allemagne au soir du 16 août, abandonnant 1 100 livreurs à vélo et 100 employés, ainsi que les nombreux restaurateurs dont elle distribuait les plats.

Installé dans le pays depuis quatre ans, Deliveroo ne fonctionnait plus depuis un an que dans cinq grandes villes : Berlin, Hambourg, Munich, Francfort et Cologne. Il reconnaît aujourd'hui sa défaite dans la « guerre des pizzas », et laisse le monopole du secteur à Lieferando, dont beaucoup de salariés n'ont que des minijobs plafonnés à 450 euros par mois.

Les livreurs de Deliveroo ont été prévenus lundi 12 août que leur travail s'arrêterait en fin de semaine. Travailleurs indépendants, ils devaient payer eux-mêmes téléphone, tenue, sac isotherme, vélo et, pour ceux qui voulaient une protection sociale, caisse de retraite et assurance santé et accidents. N'ayant pas droit au chômage, ils doivent maintenant se

retrouver d'urgence un travail, car Deliveroo ne promet qu'une maigre indemnisation, en fonction des revenus du dernier mois et à condition de renoncer à tout recours en justice.

Deliveroo incarne l'entreprise capitaliste rêvée par les patrons : investissement quasi nul, peu de salariés fixes. Cela permet d'ouvrir ou de fermer en un clin d'œil, tout en faisant de profit sur le travail des livreurs.

Une telle entreprise peut bien succomber dans la concurrence entre capitalistes, comme Deliveroo en Allemagne, cela ne lui coûte à peu près rien. Il existe un autre écueil, le seul dangereux pour le capital : la résistance des travailleurs, sur qui tout repose.

Vincent Gelas



« Macri = la faim ». Buenos Aires en mai 2019.

Irlande du Nord, août 1969 : le soulèvement du Bogside à Derry

Il y a cinquante ans, le 12 août 1969, débutait le soulèvement du Bogside, un quartier populaire de la ville de Derry, en Irlande du Nord. Pendant plusieurs jours, la population tint tête à la police et aux brigades unionistes protestantes, qui ne purent y pénétrer. Le mouvement de révolte s'étendit ensuite à d'autres villes, dont la capitale de la province, Belfast.

Si les catholiques, majoritaires dans la ville de Derry, furent le fer de lance de la révolte, les mots d'ordre mis en avant n'avaient rien à voir avec une quelconque guerre de religions, comme les médias le présentaient. Ils exprimaient avant tout la misère, l'oppression sociale et l'exploitation dont souffraient les travailleurs les plus pauvres, avant tout des catholiques, mais pas seulement. La revendication nationaliste défendue par l'Armée républicaine irlandaise, l'IRA, c'est-à-dire la réunion avec l'État bien réactionnaire d'Irlande du Sud, était absente du mouvement.

« Un homme, une voix ; un homme, un emploi »

En 1921, après des années de guerre contre la population, la Grande-Bretagne avait été contrainte d'accorder l'indépendance à une partie de l'île, qui devint la République d'Irlande. Mais six des comtés de l'Ulster, au nord-est, restèrent au sein du Royaume-Uni. Pour s'y maintenir, l'impérialisme britannique s'appuya sur la majorité

protestante et, au travers des institutions mises en place, pratiqua une politique de discrimination envers la minorité catholique.

Déjà, le découpage électoral, savamment remanié à chaque mouvement de population, ne permettait pas aux catholiques d'être à la tête de communes, même dans les villes où ils étaient majoritaires, ce qui permettait aux unionistes de maintenir leur domination dans les conseils municipaux. De plus, le mode de scrutin, pour les élections concernant l'Irlande du Nord, était censitaire. Pour avoir le droit de vote, il fallait être soit propriétaire, soit locataire en titre d'un logement, ce qui excluait les travailleurs en situation précaire. En revanche, les patrons des sociétés commerciales, en majorité protestants, disposaient, eux, de plusieurs voix. Ainsi, aux élections pour le Parlement, on comptait 930 000 voix... pour seulement 690 000 électeurs !

La discrimination s'étendait aussi aux logements, dont l'attribution dépendait des conseils municipaux,

à majorité unioniste. Les travailleurs catholiques étaient relégués dans des taudis construits dans des quartiers malsains (le mot « bogside » désigne une zone marécageuse), que les autorités laissaient se dégrader et dans lesquels s'entassaient souvent plusieurs familles, faute de ressources et de logements disponibles. À cela s'ajoutait un chômage allant de 20 % à Derry jusqu'à 40 % dans certains quartiers de Belfast, qui frappait prioritairement les catholiques, les patrons, protestants pour la plupart, embauchant de préférence des coreligionnaires. De plus, ils étaient cantonnés dans les emplois non qualifiés et par conséquent sous-payés.

Les années 1960 furent marquées par des explosions sociales dans les ghettos catholiques des grandes villes, contre la discrimination qu'ils subissaient pour leurs droits civiques, l'emploi et le mode d'attribution de logements. « One man, one vote ; one man, one job » : telles étaient les revendications mises en avant. En 1968, en janvier et avril 1969, eurent lieu plusieurs marches pour les droits civiques, attaquées par des milices protestantes soutenues par la police, qui réprimait les manifestants catholiques avec violence. Le 12 août 1969, à Derry, ce fut l'attaque de trop : la

population catholique infligea une défaite tant aux extrémistes protestants qu'aux forces de police.

« Free Derry »

Ce jour-là, les Apprentice Boys, une milice protestante, fit sa procession habituelle autour des remparts de la vieille ville, pour fêter une victoire britannique vieille de près de trois siècles à Derry ! Aux insultes succédèrent les provocations, les loyalistes jetant des pièces de monnaie aux habitants du Bogside pour les humilier. Ils ne s'attendaient certes pas à recevoir des pierres en retour ! La police royale de l'Ulster, la RUC (Royal Ulster Constabulary), vola à leur secours, mais les habitants du Bogside, échaudés par les précédentes provocations et violences policières, s'étaient préparés aux attaques. En une heure, des barricades furent élevées pour boucher toutes les entrées, d'autres matériaux furent stockés à proximité. Aux pierres succédèrent les cocktails Molotov que les jeunes installés sur les terrasses des quelques immeubles neufs, érigés pour remplacer les taudis, lançaient sur les assaillants. Ravitaillés en pierres, briques et cocktails Molotov par les habitants, ils ne manquèrent jamais de munitions. Les combats allaient durer trois jours sans que la police puisse rentrer dans le Bogside, malgré les

énormes quantités d'un gaz lacrymogène très agressif et la force employée.

Devant l'impuissance de la police, le gouvernement britannique décida d'envoyer l'armée. Les troupes, ayant pour consigne d'empêcher les loyalistes d'entrer dans le Bogside pour s'en prendre aux catholiques, furent bien accueillies dans un premier temps. Les illusions n'allaient pas tarder à tomber...

À Belfast, les affrontements furent beaucoup plus violents, plusieurs centaines de maisons furent incendiées par des milices protestantes et plusieurs milliers de familles catholiques durent fuir la ville par crainte de pogroms.

Fin août, le gouvernement britannique, alors travailliste, accorda certaines des réformes demandées depuis des décennies, les forces spéciales furent dissoutes, le « one man, one vote » allait devenir effectif aux élections suivantes et de vagues promesses seraient faites concernant l'emploi et le logement.

Un soulèvement populaire

Le soulèvement du Bogside de Derry fut un mouvement de masse, dans lequel toute la population participa à la défense du quartier, organisant la vie quotidienne, mettant sur pied des patrouilles pour surveiller s'il n'y avait pas d'incursions malveillantes. Sans police ni armée, les mois durant lesquels le quartier fut bouclé furent parmi les plus pacifiques que connut la ville.

Parallèlement, la minorité catholique avait fait l'expérience que les marches pacifiques ne pouvaient lui accorder aucun droit, mais seulement des coups, que la police n'était pas là pour protéger les opprimés, mais pour les faire taire, et que les promesses des politiciens bourgeois ne valent rien. Cela pouvait ouvrir la voie à un changement radical, d'autant que le Sud connaissait aussi à la même époque des mouvements sociaux. L'appui apporté par les autorités et l'armée britanniques à l'extrême droite protestante et la politique de l'IRA, l'Armée républicaine irlandaise, allaient contribuer à enfermer le conflit à l'intérieur du cadre étroit des affrontements nationalistes et communautaires.

Marianne Lamiral



La police face à la foule le 12 août 1969.

Airbus – Toulouse : les actionnaires se gavent

Publiés fin juillet, les résultats du groupe Airbus pour le premier semestre 2019 crèvent les plafonds. Par rapport à la même période de 2018, le chiffre d'affaires de 30,9 milliards d'euros augmente de 24 %, le bénéfice net de 1,197 milliard d'euros est en hausse de 141 %, la marge, autrement dit la rentabilité, passe de 4,6 à 8,2 %.

Ces résultats sont le produit d'une exploitation continue des travailleurs. À Toulouse, où sont conçus et assemblés les avions, les cadences de sortie des appareils sont revues à la hausse, année après année, sans que pour autant les effectifs suivent. Ainsi, fin 2018, il y avait 15 074 salariés, 35 de moins que fin 2017. Par contre les heures supplémentaires et le nombre de samedis travaillés ont explosé.

À l'augmentation des cadences de travail s'ajoute celle de l'intensité du travail, de la pénibilité. Il faut aussi ajouter le surmenage, le stress toujours croissants imposés par la direction, ainsi que la mise en compétition des salariés, les pressions toujours plus fortes pour obtenir des résultats

individuels toujours plus performants.

Réorganisations, évolution des méthodes de travail, introduction de nouveaux outils, de technologies nouvelles, de la digitalisation, du numérique : non seulement il faut travailler plus vite, mais il faut être toujours plus réactifs, « agiles » comme ils disent. Que ce soit sur les chaînes ou dans les bureaux, le seul objectif des dirigeants est d'augmenter la productivité. Par exemple, sur la chaîne A350, un nouveau logiciel de gestion du travail devrait permettre aux ouvriers d'éviter de se déplacer : afin de diminuer la fatigue, leur a-t-on expliqué. Peut-être, mais c'est surtout pour gagner du temps de fabrication et en attendant, avec les bugs et



Chaîne d'assemblage des Airbus A380.

autres dysfonctionnements, cela a demandé encore plus de travail.

Résultat : en 2018, les absences pour maladie ont augmenté de 7,5 % ; pour les longues maladies de plus de six mois, cette augmentation est même de 11 %. De janvier à octobre 2018, 610 accidents du travail se sont produits, entraînant 12 017 jours d'arrêt, soit 20 jours en moyenne.

Et quand les travailleurs usés par les mauvaises conditions de travail ne sont plus compétitifs, la direction cherche de plus en plus à s'en débarrasser. Après quelques simagrées pour montrer qu'elle a essayé de trouver un poste de travail adapté, elle les licencie.

Quant aux travailleurs sous-traitants, en interne ou à l'extérieur, leur situation est souvent plus difficile. Ainsi, les peintres d'une entreprise spécialisée dans la peinture des avions ont fait trois jours de grève pour dénoncer le manque de sécurité. Les produits qu'ils manipulent

– sous-couche, mastic, peinture... – contiennent du chromate VI, une substance hautement cancérigène et mutagène. Il est interdit depuis 2017, mais le patron a obtenu des dérogations. Selon l'inspection du travail et la Carsat, le système d'aspiration est dix fois inférieur aux normes en vigueur.

« Le deuxième semestre 2019 reste un défi en termes de livraisons et en termes de cash », a déclaré Guillaume Faury, le PDG du groupe. Ce qui signifie dans son langage patronal : il faut toujours plus de profits pour les actionnaires.

Correspondant LO

WN – ex-Whirlpool – Amiens : nouveau plan de licenciements

Lundi 19 août, 138 salariés sur 182 de WN, ex-Whirlpool à Amiens, étaient convoqués pour recevoir individuellement leur lettre de licenciement.

Moins de deux ans après la mise en liquidation de l'usine Whirlpool puis sa reprise en 2018 par un industriel local, sous le nom de WN, avec 2,5 millions d'euros de subventions publiques, 7,5 millions versés par Whirlpool et déjà une centaine d'emplois supprimés, les travailleurs subissent un deuxième licenciement.

Tout est révoltant dans cette fermeture. Les critères pour choisir ceux qui restent et ceux qui sont

licenciés sont largement arbitraires. Une ouvrière dénonçait ainsi la promesse non tenue de privilégier l'ancienneté, l'âge et la situation familiale. Ceux qui perdent leur emploi aujourd'hui ne bénéficient pas des mêmes conditions financières de départ qu'il y a un an. Quant aux 44 travailleurs repris par Ageco Agencement, ils savent qu'ils sont en sursis.

Comme dans bien d'autres affaires de reprise après une mise en liquidation, la nouvelle fermeture

était très probable, sinon programmée dès le départ entre Whirlpool et le repreneur. Elle s'est faite avec la complicité des pouvoirs publics, qui ont apporté leur caution morale et un financement public. Elle s'est faite avec celle de Macron, venu faire sa publicité en même temps que Le Pen, devant l'usine menacée pendant la campagne de 2017. Aujourd'hui, tout ce beau monde s'en lave les mains et ne fait même pas mine de demander des comptes aux margoulins qui ont fait le sale boulot tout en se remplissant les poches.

X. L.

Neuhauser – Folschviller : victoire morale pour les travailleurs

Le tribunal de grande instance de Sarreguemines a donné raison à la CGT, qui avait engagé une procédure d'entrave concernant les changements d'horaires à l'usine de Folschviller, en Moselle, où un plan de 185 licenciements est en cours depuis l'automne dernier.

Le tribunal condamne la direction de Neuhauser à remettre en place d'ici au 1^{er} septembre la précédente organisation du temps de travail, sous astreinte d'une amende de 10 000 euros par jour et par salarié concerné. De plus, la société est condamnée à verser au comité d'entreprise une provision de 5 000 euros au titre des dommages et intérêts et à payer les frais du CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) à hauteur de 4 800 euros.

Les salariés de Neuhauser avaient débrayé deux heures par jour pendant dix jours fin juillet-début août, paralysant une partie de la production.

Ce jugement du tribunal est un succès pour les

travailleurs, le résultat de leur mobilisation. Même si les 185 licenciements demeurent, et même si la direction tentera de faire passer par la fenêtre ce qui n'est pas passé par la porte.

Le groupe Neuhauser, qui a fait la fortune de la famille du même nom, est aujourd'hui propriété du groupe Soufflet. La famille Soufflet est la 109^e fortune de France selon *Challenges*. Ces grandes familles bourgeoises détruisent les emplois, jettent les travailleurs comme on jette du pain rassis. Les travailleurs de Folschviller ont eu raison de ne pas accepter de travailler plus, alors que des dizaines de leurs camarades vont être licenciés pour accroître la fortune des Soufflet.

Correspondant LO



Manifestation des salariés de Whirlpool, le 26 juillet.



Pointe-à-Pitre, le 13 août.

CHU – Pointe-à-Pitre : la grève et la mobilisation populaire se poursuivent

Les travailleurs du CHU de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, se sont mis en grève, car ils ne supportaient plus les conditions de travail qui mettent en danger la sécurité du personnel et des patients. Les Urgences avaient donné le ton dès le 11 juillet, suivies par le pôle Parent/enfant. Progressivement, d'autres services les ont rejoints.

L'hôpital est vétuste et n'a jamais été entretenu. L'incendie survenu il y a 21 mois a considérablement aggravé les choses. À cela s'ajoute un manque criant de matériel, depuis le petit matériel de soins, que les agents sont parfois obligés d'acheter eux-mêmes, jusqu'aux instruments opératoires plus sophistiqués, de médicaments, et d'une nourriture suffisante pour les patients. Comme la plupart des hôpitaux de France, celui de Guadeloupe est lourdement endetté, victime de la politique de l'État visant à la rentabilité du système de santé. En attendant, depuis l'incendie, le CHU loue des locaux à des cliniques privées des environs, pour 400 et 450 000 euros mensuels, pour héberger les services délocalisés. Le crédit

de 54 millions accordé était à peine suffisant pour un rafistolage, et les travaux ont été stoppés.

Les rencontres entre les représentants syndicaux de la CGTG et l'UTS-UGTG et la direction ne débouchent sur rien. L'État a cependant opéré un premier recul: les 20 millions d'euros de prêts, promis pour payer les fournisseurs, se sont transformés en dotation. C'est à la manifestation du 1^{er} août dernier, qui a regroupé plus de 3 000 personnes, agents hospitaliers et habitants, qu'on doit cette avancée. Mais l'argent n'est toujours pas disponible.

Le directeur du CHU a persisté à traduire en justice les grévistes, pour entrave à la liberté du travail. Les preuves démontrant que le piquet laissait passer les

patients munis de convocations, les ambulances, taxis et navettes, n'ont servi à rien: chacun des syndicats a été condamné à 1 000 euros d'amende et par jour de prétendu blocage. Le piquet est cependant toujours présent devant l'hôpital pour informer, se rencontrer et organiser le service minimum.

Mardi 13 août, une nouvelle manifestation a regroupé sensiblement le même nombre de participants que la précédente: 3 000 personnes, ce qui dans une île qui compte 400 000 habitants est assez important.

La situation n'ayant pas évolué, la grève continue et de nouveaux rassemblements sont prévus. Notamment, l'ensemble des syndicats organise un meeting le 20 août à 19 h devant le CHU, et une soirée culturelle et musicale le 23 à la même heure. Certains des grévistes envisagent de se rendre dans la zone industrielle à la rencontre d'autres travailleurs.

Marie Céline Deshauteurs

Hôpital de La Timone – Marseille : les Urgences rejoignent la lutte

Les travailleurs du service des Urgences de l'hôpital de La Timone à Marseille ont décidé de rejoindre le mouvement de grève de plus de deux cents services d'urgence du reste du pays, se ralliant à l'appel du collectif inter-urgences.

Des préavis ont été déposés par les syndicats CGT, CFDT, Sud et FO. Ils revendiquent des embauches, des moyens matériels suffisants et une augmentation des salaires. Ils sont donc en grève, tout en continuant de recevoir les malades et de les soigner, car ils sont réquisitionnés

Dans ce service d'urgence tout neuf, qui ne date que de cinq ans, il passe en moyenne trois cents patients par jour mais il manque des aides-soignants et des infirmiers. Si, à l'ouverture du service, ils étaient quatorze infirmières et quatorze aides-soignants, ils sont le plus souvent bien moins nombreux en raison des départs, des absences pour congés, maladie ou maternité, non remplacés.

Selon les syndicats, il manquerait 1 200 agents à l'AP-HM, (Assistance publique – hôpitaux de Marseille) sur 12 000. La direction tente de suppléer ce manque en demandant de faire des heures supplémentaires, ou de ne pas prendre ses congés. Pour la CGT, 800 000 heures de congés sont dues par la direction.

Il n'y a pas assez de lits aux Urgences, pour les accueils de courte durée. Ainsi, et c'est peut-être la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, une dame de 99 ans est restée sur un brancard plus de dix-neuf heures avant qu'on lui trouve un lit.

Certains malades auraient même attendu 36 heures dans un couloir. Du fait de la durée des attentes, des patients ou leur famille deviennent agressifs. Les dix-neuf lits de l'unité de post-urgences sont aussi insuffisants, d'autant plus que bien souvent il n'y a pas de lits disponibles dans les services spécialisés qui devraient recevoir les patients. Il reste la solution de l'« hébergement », qui consiste à envoyer le patient dans un service qui n'a rien à voir avec son problème.

Il manque même des brancards. Il y en avait 90 à l'ouverture de ce service. Il n'y en a plus qu'une quarantaine. C'est, paraît-il, parce que des brancards ne sont pas ramenés des services. La direction aurait trouvé comme solution de gérer les demandes de brancard par un logiciel, d'équiper les brancardiers d'un téléphone portable, et même de géolocaliser les brancards... mais pas d'en fournir en plus!

La direction de l'AP-HM, réunie avec les syndicats, a annoncé l'amélioration de la climatisation. Elle prévoit d'organiser la sortie des malades plus tôt dans la journée, pour dégager des lits; et d'ouvrir quatorze lits de plus dans l'unité neuro-vasculaire, et quelques-uns en post-urgences, ce qui est loin des besoins.

Correspondant LO

Hôpital Bel-Air – Thionville : manifestation du personnel

Lundi 19 août, à l'appel de la CGT, un nouveau débrayage a eu lieu à l'hôpital Bel-Air de Thionville, et 120 personnes ont manifesté aux cris de « Urgences surmenées, hôpital en danger! » Il y avait des infirmiers, des aides-soignants, des personnels du SAMU, du SMUR, des manipulateurs radios, soutenus par des militants de la CGT et des gilets jaunes.

Le personnel des Urgences de Thionville

dénonce les conditions de travail et des temps d'attente des patients, qui peuvent dépasser dix heures, il demande l'embauche d'infirmiers, d'aides-soignants et de médecins pour assurer une prise en charge correcte des patients. Les problèmes de l'hôpital dépassent largement le cadre des Urgences. D'autres services comme la Gériatrie, la Cardiologie et la Neurologie manquent de personnel, les travailleurs

subissant surcharge de travail, changements de plannings, rappels sur les congés... Cela fait maintenant sept semaines que les Urgences de Thionville sont mobilisées, et le succès de cette manifestation en plein mois d'août montre que le personnel ne baisse pas la garde. En l'absence de réponse de la part de la direction et du gouvernement, le mouvement continue.

Correspondant LO



Aux Urgences de la Timone, le 16 août.

Chèques postaux – Orléans

La Source : incendie et catastrophe annoncée

Un incendie s'est déclaré jeudi 15 août dans une aile du centre des chèques postaux d'Orléans-La Source au sixième étage, détruisant tout un service et faisant de gros dégâts au cinquième et au septième.

Heureusement, personne ne travaillait ce jour-là et le centre a été complètement fermé les deux jours suivants. Sans doute dû à un court-circuit, en l'état de l'enquête, cela n'a vraiment surpris personne, tant l'immeuble part en déconfiture.

Cet immeuble de grande hauteur, composé de quatre ailes de huit étages, a été ouvert en 1968, suite à la décision de décentraliser une partie du personnel de Paris. Les années passant et l'immeuble prenant l'eau au

sens propre et figuré, la direction de la Banque postale a décidé de ne plus entreprendre de travaux importants, annonçant en 2015 son intention de construire un nouveau centre, dans une commune avoisinante. Depuis, tout est resté à l'état de projet. L'immeuble n'a fait que se dégrader, au point que des barrières de sécurité entourent le centre pour éviter de se prendre chutes de béton, vitres ou stores, comme cela s'est déjà produit les années passées.

Alors que plus de 3000 employés ont travaillé dans ce centre, l'effectif actuel ne dépasse pas les 700. Mais, par souci d'économies et pour vider certaines ailes, la direction a entassé le personnel. Dans le service touché par l'incendie, 80 employés ont vu leurs conditions de travail se dégrader au fil des années: obligés de travailler chacun sur deux écrans à la fois, le manque de place s'est vite fait sentir. De nombreux ventilateurs ont été mis sur les bureaux cet été. Avec une climatisation qui ne marchait pas toujours et avec certains des stores extérieurs en lambeaux, cela



était insupportable au moment de la canicule, dans des services à grande baies vitrées.

Au cours de l'année, plusieurs canalisations d'eau se sont rompues à divers endroits et un court-circuit dans des armoires électriques a déjà eu lieu.

La direction de la Banque postale a son siège en plein centre de Paris, dans un ensemble de

quatre immeubles qui ont vu le jour en 2011, présentés «de haute qualité environnementale» et décrits comme «un bâtiment historique participant au charme d'un des quartiers les plus courus de la rive gauche». Dans leurs bureaux feutrés et luxueux, ces hauts cadres de la Banque postale sont bien loin des inquiétudes du personnel de La Source.

Correspondant LO

Casino : toujours plus... pour les profits

Ouvrir sept jours sur sept, c'est le rêve de tous les patrons des hypermarchés et autres grandes surfaces, mais la loi les oblige à fermer le dimanche après-midi.

Alors, pour la contourner, le Géant Casino de la Roseraie d'Angers a décidé de faire appel, à compter du dimanche 25 août après-midi, à du personnel d'entreprises extérieures et en obligeant les clients

à n'utiliser que les caisses automatiques.

Pour un hypermarché, c'est une première en France. Mais Casino a déjà ouvert, à Paris et à Lyon, fin 2018, des magasins 7j/7 et 24h/24, toujours avec des

caisses automatiques, en prétendant répondre ainsi aux «nouvelles habitudes des consommateurs».

Mais pour le groupe Casino qui a été placé fin mai en procédure de sauvegarde par le tribunal de commerce suite à son incapacité à rembourser les intérêts d'une dette de près de trois milliards d'euros,

c'est aussi et surtout la possibilité de faire plus de profits. Et, dans le même temps où Casino allonge les plages horaires, il ferme d'autres hypermarchés jugés pas assez rentables et lance un plan de sauvegarde, dans un groupe dont les effectifs ont diminué de près de 15000 salariés en cinq ans en France, pour n'être plus

que 77000.

Pendant toutes ces années, ce sont ces salariés, en France et dans le monde, 220000 au total, qui ont fait les profits du groupe, de ses créanciers, et la fortune de son principal actionnaire, Jean-Charles Naouri. C'est à ces profiteurs qu'il faudra présenter la note.

Cédric Duval

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal. Ville

Ci-joint la somme de : Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Pollution dans l'Aude : le poison dans la vallée

En octobre 2018, au nord de Carcassonne, dans l'Aude, des inondations ont répandu des sédiments hors du lit de l'Orbiel et d'autres cours d'eau. Ceux-ci provenant des sites de stockage des déchets de l'ancienne mine d'or de Salsigne, la population, inquiète, a fait pression pour que des tests soient effectués. Les résultats, rendus publics mi-août, sont accablants : sur 103 enfants testés, 38 ont des taux d'arsenic anormalement élevés.

Salsigne fut la principale mine d'or de France et la première mine d'arsenic du monde. Ce poison était utilisé en partie pour extraire l'or, mais aussi vendu pour les besoins de l'industrie ou utilisé pour la fabrication de gaz de combat pendant la Première Guerre mondiale. Présent naturellement dans le sous-sol de la vallée de l'Orbiel, il s'y est répandu à cause de son exploitation industrielle pendant des

décennies, sous forme de poussières, au travers desquelles les eaux de pluie ruissellent, avant de se jeter dans l'Orbiel et de tranquillement couler jusqu'à la Méditerranée.

Pendant près de 120 ans, la mine de Salsigne a couvert d'or les capitalistes qui en étaient propriétaires. Le dernier en date, un groupe minier australien, a fermé le site en 2004, non sans bénéficier de l'aide de

l'État français, qui a pris en charge la dépollution du site, et même une partie des cotisations et des retraites des employés de la mine.

Depuis, plus de douze millions de tonnes de déchets toxiques sont stockés sur deux sites aux abords de la mine. Avec le temps, et le manque de nouveaux investissements, les fuites se multiplient et, avec elles, les catastrophes sanitaires.

L'empoisonnement de la région est de notoriété publique, au point que, tout en minimisant son impact, l'Agence régionale de santé donne des recommandations pour ne pas manger les légumes cultivés en terre et que des scientifiques



L'ancienne mine d'or de Salsigne.

prévoient une pollution pour plusieurs millénaires. L'État, lui, traîne des pieds pour prendre le minimum de mesures nécessaires à la protection de la population : même la signalisation de la dangerosité du site est presque inexistante.

Quant aux capitalistes responsables de l'empoisonnement de la vallée et de plusieurs générations de mineurs avec leurs familles, ils peuvent continuer à sévir ailleurs pour accroître leur tas d'or.

Jacques Le Gall

Cité Air-Bel - Marseille : punaises de lit et incurie des autorités

Après les conduites d'eaux défectueuses, la mauvaise qualité de l'eau qui avait causé la mort d'un locataire par la légionellose, la javellisation excessive qui rend l'eau pratiquement imbuvable, une invasion de rats qui terrorise les locataires des rez-de-chaussée, les habitants de la cité Air-Bel subissent un nouveau fléau.

Dans un certain nombre de logements, les punaises de lit sont apparues en masse. Les tours 2, 3, 4 ainsi que les bâtiments 36 et 41 sont les plus touchés. Les locataires qui subissent ce fléau sont désespérés. En effet cette attaque par les punaises n'est absolument pas un problème d'hygiène individuelle mais d'invasion par ces insectes qui, la nuit,

piquent pour se nourrir du sang humain. Ces piqûres sont particulièrement douloureuses, surtout pour les enfants et les nourrissons.

Tous les efforts individuels sont vains : changer de mobilier, jeter le linge ne sert à rien car les punaises de lit peuvent s'incruster dans les plinthes, les prises électriques par exemple, le moindre recoin et se mettre

en dormance pendant longtemps.

Devant cette invasion,

des familles entières ont changé de logement, se réfugiant chez des parents.



GUILLAUME RUOPPOLO

Les demandes de changement d'appartement s'engluent dans les formalités administratives, ce qui est, en fait, un refus déguisé du bailleur.

Les locataires ont bien essayé de prendre les choses en main. Ils ont fait le vide de la literie en la jetant par la fenêtre, en la désinfectant par le feu et en repeignant toutes les traces de brûlé.

Mais, pour l'ensemble des 6000 habitants de la cité, la lenteur des autorités à faire intervenir des services spécialisés, seuls capables d'éradiquer les punaises, devient insupportable.

Correspondant LO

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Face aux attaques du gouvernement et du patronat, comment organiser une riposte du monde du travail ? Quel programme et quelles revendications mettre en avant ? Comment recréer un mouvement ouvrier révolutionnaire capable de changer la société ? C'est de cela que les militants de Lutte ouvrière souhaitent discuter lors de leur passage dans votre ville. Les prochaines étapes sont les suivantes :



Musclez-vous contre les patrons ...

... achetez Lutte ouvrière !

Provence 2

Jeudi 22 août :
Marseille
Vendredi 23 août :
Marseille
Samedi 24 août : Arles

Bretagne

Jeudi 22 août : Lanester
Vendredi 23 août :
Vannes
Samedi 24 août : Lorient

Poitou-Charentes

Jeudi 22 août : Poitiers
Vendredi 23 août :
Châtelleraut
Samedi 24 août :
Blois

Lorraine

Jeudi 22 août :
Metz
Vendredi 23 août :
Saint-Avold /Thionville
Samedi 24 août :
Thionville/Longwy/
Hayange

Toulouse - Tarn

Lundi 26 août :
Toulouse
Mardi 27 août :
Ramonville
Mercredi 28 août :
Montauban
Jeudi 29 août :
Pamiers

Vendredi 30 août :
Colomiers (matin)
Toulouse (après-midi)
Samedi 31 août :
Colomiers

Côte-Atlantique Pays-de-Loire

Lundi 26 août :
La Rochelle
Mardi 27 août :
Rochefort
Mercredi 28 août :
Niort
Jeudi 29 août :
La Roche-sur-Yon
Vendredi 30 août :
Cholet
Samedi 31 août : Nantes